



## Synthèse de la consultation sur internet en amont du débat public

En amont du débat, entre le 30 mai et le 20 juin 2011, la Commission Particulière du Débat Public a ouvert un dispositif de participation sur internet permettant au grand public de se prononcer sur les principaux thèmes à mettre en débat, et de noter leur importance. Le résultat de cette consultation a été pris en compte par la CPDP dans l'organisation du débat public, en complément des rencontres avec les acteurs du territoire.

Les internautes ont formulé 25 propositions de thèmes, que la CPDP a synthétisées en 7 grandes thématiques. Ils ont par la suite été invités à attribuer un degré d'importance à chacune d'entre elles. 52 personnes se sont exprimées lors de cette consultation.

Elle a permis de mettre en évidence quatre thèmes qui concentrent l'attention des participants. Ceux-ci placent en effet en tête de leurs préoccupations les questions relatives à l'évaluation des besoins en eau à moyen et long terme : avec quel degré de précision ont-ils été évalués et dans quelle mesure le projet permettra-t-il d'y répondre ? Ce questionnement s'articule avec un second thème, lui aussi jugé primordial, celui de la maîtrise de la demande : étudier les éventuelles solutions pour économiser l'eau et réguler la consommation s'avère un préalable indispensable pour appréhender avec justesse la pertinence du projet. Les participants estiment également centrale la question de la qualité de l'eau acheminée, sur les plans sanitaire (pour la consommation d'eau potable) et environnemental (pour l'irrigation). De même, la question du coût du projet apparaît décisive pour les participants : le prix de l'eau sera-t-il attractif pour les agriculteurs et les particuliers ? Dans quelle mesure le financement de l'ouvrage pèsera-t-il sur le contribuable ? Et quelle sera la place des citoyens dans la gestion de l'infrastructure ?

Les participants se montrent par ailleurs sensibles à la prise en compte des effets du changement climatique dans l'élaboration du projet ainsi qu'à l'impact environnemental de ce dernier : comment le projet intègre-t-il les risques climatiques majeurs que sont la sécheresse et les inondations, ou une

éventuelle diminution du débit du Rhône ? Le projet répond-il aux principes du développement durable, en termes de respect des sols et de la dynamique des dépôts alluviaux ? L'irrigation des cultures, et plus particulièrement de la vigne, suscite également nombre d'interrogations de la part des participants : dans quelle mesure l'irrigation est-elle nécessaire voire vitale pour l'agriculture pratiquée sur les territoires concernés par le projet ? Enfin, les participants se rejoignent sur la nécessité d'identifier et d'évaluer les autres ressources disponibles pour répondre aux besoins en eau, afin d'apprécier l'opportunité d'acheminer l'eau du Rhône.

La Commission particulière du débat public – Aqua Domitia

Le 15 septembre 2011

Annexe 1. Les thèmes proposés par le public

Annexe 2. Les résultats de la notation des thèmes

## Annexe 1. Les thèmes proposés par le public

### Eau du Rhône-eau du Lez, des alluvions de l'Hérault

Les études sur les eaux souterraines n'ont pas bénéficié d'autant de crédits que ce qu'il en a été alloué aux eaux de surface du Rhône. Obligation est faite d'utiliser en priorité pour les AEP (Alimentation en Eau Potable) les eaux souterraines. En termes de qualité il n'y a pas de discussion possible. Pourquoi autant traiter les eaux (Fabrègues) si on les destine à l'irrigation des vignes ?

*Proposé par BERARD Pierre (ARS 30 et ARS 48), le 30/05/2011 à 18:19:02*

---

### Qualité des eaux

Comment donner la meilleure garantie sur la qualité des eaux transférées, l'absence totale de métaux lourds et l'absence de risque de pollution à terme des sols irrigués par l'eau du Rhône ??

*Proposé par Isambert, le 01/06/2011 à 08:30:221*

#### 1 commentaire

PCB

J'ajouterais ceci : qu'en est-il de la pollution de l'eau du Rhône par les PCB ?

*Ajouté par Emile Pacull le 02/06/2011*

---

### Le Rhône et ses étiages

Depuis peu, les études sur le réchauffement climatique mettent en évidence la fonte des glaciers suisses, et le faible niveau du Rhône en été, phénomène qui ne va que s'aggraver. Les étiages du Rhône vont devenir de plus en plus sévères, est-il donc raisonnable d'investir de fortes sommes si cette dérivation devient aléatoire ?

Et l'énergie de pompage de ces eaux pour la redistribution sera-t-elle d'origine renouvelable à 100% ?

*Proposé par MOSNIER, le 01/06/2011 à 09:30:511 commentaire(s)*

#### 1 commentaire

Etiages du Rhône

Les débits d'étiage les plus sévères à Beaucaire ont été de l'ordre de 350 à 400 mètres cubes par seconde. Les prélèvements pour le projet Aqua Domitia sont très inférieurs aux incertitudes sur la connaissance des débits du fleuve.

*Ajouté par Michel Desbordes (Polytech'Montpellier) le 08/06/2011*

## **Pollution des nappes phréatiques**

Qui dit vrai ? Qui peut garantir que l'apport de cette eau du Rhône ne va pas polluer les nappes ?

Pourquoi dépenser des sommes aussi gigantesques alors qu'on a des réserves à portée ?

L'irrigation de nos cultures méditerranéennes est-elle devenue inéluctable ?

N'y aurait-il pas trop d'intéressement personnel à s'orienter vers BRL ?

*Proposé par Monique, le 01/06/2011 à 15:17:04*

---

## **Arrosage des vignes**

Dans l'Aude les vignes n'ont jamais été arrosées, pourquoi faudrait-il le faire maintenant ?

La viticulture n'aura son salut que par du vin de qualité et pas de la vinasse irriguée.

*Proposé par ALBEROLA (npa11), le 02/06/2011 à 20:03:38*

---

## **Amener l'eau à Barcelone**

Ce projet ne sert-il pas tout simplement d'alibi pour faire payer aux contribuables les infrastructures nécessaires pour amener l'eau du Rhône en Espagne et en tirer un max de profit ?

*Proposé par Alberola (npa11), le 02/06/2011 à 20:09:30*

---

## **Culture de l'économie de la ressource et illusion d'abondance**

Tout le travail de fond essayant d'inculquer une culture de l'économie de la ressource naturelle ne sera-t-il pas balayé par l'apport externe d'une ressource abondante ?

*Proposé par Guerard Marie (Collectif du Carcassonnais pour une Gestion Publique de l'eau), le 03/06/2011 à 11:15:39*

---

## **Irriguer avec de l'eau connue pour être gravement polluée, quel impact ?**

Déjà des hydrogéologues ont alerté sur l'impact certain sur les nappes de l'Aude de l'apport d'une eau polluée, en particulier pour une irrigation massive.

*Proposé par GUERARD Marie (Collectif du Carcassonnais pour une gestion publique de l'eau), le 03/06/2011 à 11:19:03*

---

## Quel coût pour le citoyen et quel type de gestion pour Aqua Domitia ?

Si le projet n'est pas arrêté, le citoyen doit savoir quel est le coût de l'opération, sur qui il pèsera in fine, et quel type de gestion, publique ou privée, pour Aqua Domitia.

*Proposé par GUERARD Marie (Collectif du Carcassonnais pour une gestion publique de l'eau),  
le 03/06/2011 à 11:23:25*

---

## Les besoins en eau de demain seront-ils au rendez vous?

Le projet Aqua Domitia repose sur l'hypothèse que les besoins en eau augmenteront, tant pour l'irrigation que pour l'alimentation des populations (permanentes et saisonnières). Cette hypothèse est-elle fondée ? Concernant l'agriculture, quelles sont les filières qui dégagent une valeur ajoutée suffisante pour acheter l'eau du Rhône au prix où elle sera vendue ? La demande agricole actuelle ne correspond-elle pas plutôt à une stratégie d'assurance contre le risque sécheresse ? Dans ce cas, l'aqueduc ne sera utilisé que lors des années sèches, posant un sérieux problème de financement le reste du temps.

Concernant l'eau potable, de très nombreux facteurs concourent à la stagnation, voire une baisse de la demande, et ce malgré la forte croissance démographique que connaît la zone concernée par le projet : amélioration du rendement des réseaux, baisse des consommations en réponse à la hausse du prix de l'eau, généralisation des équipements hydroéconomiques, réduction des usages municipaux (espaces verts).

Si la demande a été sur-estimée, le projet sera un gouffre financier pour le contribuable. Pour que le débat public puisse aborder cette question, il est urgent que l'ensemble des études détaillées soient rendues publiques, permettant à chacun de se faire un point de vue et rendant la contre-expertise possible.

*Proposé par Rinaudo Jean Daniel (BRGM), le 07/06/2011 à 17:01:21*

---

## Besoins futurs et ressources locales

Ce projet s'annonce couteux et médiatique mais les ressources locales (notamment souterraines) ont-elles fait l'objet des études suffisantes ? Le potentiel de certains aquifères régionaux en termes de volumes prélevables et de qualité (AEP) est intéressant en particulier dans le cadre d'une gestion "active". Le potentiel des grands aquifères karstiques est certainement sous-estimé alors que la qualité de leur eau est bien supérieure à celle des eaux du Rhône.

Par ailleurs, les besoins futurs ont-ils été précisément définis ? Les ressources locales sont-elles réellement insuffisantes pour satisfaire les besoins (eau pour l'AEP ou eau brute) ?

*Proposé par Séverin Pistre (Université Montpellier 2), le 08/06/2011 à 09:11:311*

### 1 commentaire

#### Cohérence des bassins et des territoires

Je souscris à cette idée de reprendre dans le débat l'ensemble des espaces interconnectés des eaux en partant des montagnes, les Cévennes et les Pyrénées qui constituent des zones

réceptionnant les pluies les plus importantes, puis les massifs intermédiaires, causses et autres formations géologiques dans lesquelles passent en souterrain les écoulements, puis les piémonts et enfin les plaines côtières. Il faut une vision verticale des hauts bassins vers la mer et pas seulement une vision horizontale que représente la ligne d'eau du transfert du Rhône qui coupe les bassins et produit forcément des sources de conflits, entre terres basses recevant les eaux d'appoint du Rhône et terres hautes qui n'auraient pas grand appui, faute de solidarité avec les terres basses. Comment on va gérer les inondations si la cohérence des bassins ou des territoires n'est plus garantie ?

*Ajouté par Thierry Ruf (EELV) le 12/06/2011*

---

### **Prospective d'usages**

Quelles sont les perspectives de consommation d'eau, à moyen (2025) et long (2050) termes, le long du trajet du tuyau ? Et quelles sont les incertitudes à ce sujet ?

*Proposé par Desbordes Michel (Polytech'Montpellier), le 08/06/2011 à 11:42:00*

---

### **Equilibre agricole du territoire**

Les zones en coteaux (par ex Minervois, Corbières) sont celles qui souffrent le plus de l'évolution climatique en cours. Cela se traduit par des périodes de sécheresse accrues où même la culture de la vigne devient et deviendra difficile en raison du stress hydrique de celle-ci. L'accès à l'eau pour l'agriculture locale sur les zones de coteaux, éloignées des zones de plaine, comment est-il pris en compte ? En l'absence de moyens publics, faute à court terme de possibilités de cultures alternatives adaptées à la sécheresse sur ces zones, ne va-t-on pas désertifier un peu plus les campagnes ?

*Proposé par Jean-Louis Escudier (Inra), le 08/06/2011 à 12:00:17*

---

### **Inondations**

L'impact des inondations fréquentes, notamment en basse vallée de l'Aude, a-t-il été pris en compte dans le projet ? D'autre part, ce projet implique-t-il un risque supplémentaire lié aux inondations ?

*Proposé par M. Escande, le 09/06/2011 à 09:06:46*

---

### **Les ménages se tourneront-ils vers cette nouvelle ressource pour satisfaire leurs besoins extérieurs?**

La législation autorise le creusement de forages pour des fins domestiques (pour une consommation inférieure à 1000 m<sup>3</sup>/an) (sous contraintes de déclaration, de mise en place d'un compteur et éventuellement de réalisation "dans les règles de l'art"). La législation promeut aussi les systèmes de récupération d'eau de pluie. Elle a également rappelé récemment la possibilité pour tout un chacun

de demander un deuxième compteur d'eau pour lequel le ménage n'aurait à payer que la partie "distribution de l'eau" s'il utilise l'eau distribuée par ce compteur pour des usages ne rejetant pas l'eau dans le réseau des eaux usées.

Dans ces conditions, on peut se poser la question de l'intérêt financier pour un ménage de disposer de l'eau d'un réseau de distribution d'eau brute. Pourquoi souscrire à un tel réseau si au final cela lui coûte plus cher que les solutions alternatives ? Et indépendamment de ces solutions alternatives, la taille des nouvelles parcelles est-elle suffisante pour justifier de se raccorder à un second réseau, étant donné l'abonnement annuel et les coûts de raccordement inévitablement supportés ?

*Proposé par Marielle Montginoul (Cemagref), le 09/06/2011 à 12:50:21*

---

## **Partage de l'eau**

L'augmentation de la population en Languedoc-Roussillon entraîne une consommation d'eau ; l'agriculture, pour rester performante et viable, va avoir besoin d'eau pour maintenir un niveau de production qualitatif et quantitatif malgré le réchauffement climatique et la diminution des ressources en eau.

Le partage des eaux souterraines et non souterraines entre l'agriculture et les habitants de notre région va demander une gestion de l'eau précise, le projet Aqua Domitia va dans ce sens, il faut cependant bien prévoir les besoins et mettre en œuvre les moyens matériels et financiers pour y parvenir de façon satisfaisante. Il sera nécessaire de bien définir les besoins, même de les anticiper et prévoir les bonnes tailles d'infrastructures du projet et de la distribution qui en découle.

Le projet va également permettre de limiter les prélèvements sauvages de la nappe préservant ainsi cette ressource d'eau potable.

*Proposé par DE PARZIA Etienne (TERROIRS EN GARRIGUES SCA), le 09/06/2011 à 13:00:47*

---

## **AQUA DOMITIA et la sécheresse aujourd'hui en France**

Aujourd'hui, nous sommes moins touchés par la sécheresse de ce début d'été, en Languedoc-Roussillon. Chaque nuit, dans nos communes, les espaces verts sont arrosés à profusion, chaque jour, les gazons sont tondus, l'herbe perdue... Ne pourrait-on pas organiser, pour cette période, une entraide avec une région française très sinistrée ? Arroser 2 heures de moins par nuit, chiffrer cette économie et en faire profiter la région choisie, dès maintenant, sans que les agriculteurs attendent d'hypothétiques aides ou mesures ? De plus, les milliers de tonnes d'herbe tondue par les communes, voire les particuliers de notre région, ne pourraient-elles pas être acheminées vers la région sinistrée choisie pour nourrir les bêtes ? Un chiffre m'a bouleversé sur une radio cette semaine : 400 paysans se SUICIDENT par an, en France, par désespoir de ne pouvoir vivre de leur travail. Je ne sais pas si je m'adresse au bon organisme, aux bonnes personnes, mais ces idées ne méritent-elles pas réflexion ? Ne soyons pas complètement égoïstes ! Merci de votre attention et si ce thème n'est pas retenu, pourriez-vous me dire à qui m'adresser, s'il vous plaît ?

*Proposé par Catherine CHITOUR, le 09/06/2011 à 16:39:56*

## Charrue avant les boeufs !?

Il convient de ne pas mettre la charrue avant les bœufs ! Il faut d'abord passer par une maîtrise de la consommation par quelques règles élémentaires de bon sens.

- Pourquoi sème-t-on (les municipalités dont Montpellier montrent l'exemple le long du tram...) du gazon dans un climat méditerranéen ?
- Pourquoi aller amener l'eau brute plus loin alors qu'elle devrait déjà être utilisable sur place ?
- Pourquoi l'Agglo ne répond pas à une demande d'information de compteur vert alors que c'est une obligation légale ?
- Pourquoi vient-on arroser des vignes alors que la particularité de ce type de végétation est d'avoir des racines en profondeur ? L'arrosage pour ce type de végétation ne risque-t-il pas d'être un puits sans fond ?
- Dans d'autres régions que le Languedoc Roussillon, pourquoi insiste-t-on sur la nécessité d'irriguer alors que nos cultures sont des cultures de surfaces qui consomment énormément d'eau et qu'elles ne semblent plus adaptées au climat changeant ?
- Pourquoi voit-on régulièrement de l'irrigation en pleine après-midi sous le soleil alors qu'on sait que 80% de cette eau partira en évaporation ?
- ...

Ne faudrait-il pas mieux commencer par se poser des questions de bon sens d'abord avant d'engager des ponts pharaoniques ? Avant de construire un pont, il faut savoir où il va nous emmener.

*Proposé par Hubert MUZET, le 10/06/2011 à 11:05:491*

### 1 commentaire

Premières mesures à prendre

Pour ajouter aux excellentes questions d'H. Muzet :

- évaluer la consommation des ménages, des agriculteurs
- évaluer les pertes et gaspillages
- à partir de là évaluer les économies possibles et les mesures de gestion plus rigoureuse

Ce n'est qu'après cela qu'on pourra voir si le projet Aqua Domitia doit être retenu. N'oublions pas la pollution chimique et radioactive des eaux du Rhône !

*Ajouté par Mariette Gerber (chercheur INSERM retraitée) le 12/06/2011*

---

## Alluvions

Un fleuve n'est pas seulement un tuyau d'eau, mais aussi un collecteur et un répartiteur d'alluvions censés se déposer tout au long de son bassin jusqu'au delta pour fertiliser les sols.

Or actuellement, canalisé par des digues pour permettre la navigation et des constructions en zones autrefois inondables, ce n'est plus le cas (cf le Rhône : il accumule plutôt les pyralènes).

De plus, les alluvions des fleuves ou affluents encrassent les barrages lorsqu'il y en a, barrages qu'il faut "dégraisser" périodiquement en accumulant les matériaux ailleurs.

Dans le cas du Rhône on peut attendre un "affaissement" de son delta, les eaux salines pouvant alors envahir la Camargue et la stériliser.

Tout cela, en économie ouverte, a certes un prix et un rapport, permettant de construire toujours plus de bâtiments et d'aménagements même dans des zones autrefois arides (y compris des terrains de golf en bordure de la méditerranée). Les techniques modernes le permettent. Ce n'est pas un problème. On sait faire pratiquement n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment. Il suffit d'en déduire l'intérêt du calcul du retour sur investissement à court terme.

Mais la terre dans son ensemble est un système physique (quasiment) fermé indépendant des systèmes techniques et financiers et cela se traduira finalement par un coût global auquel devront faire face les générations futures, car les effets ne seront visibles qu'à long terme...

*Proposé par Lafon (CNRS), le 10/06/2011 à 20:08:22*

---

### **Répondre à la demande ou gérer la demande, quelle priorité?**

Sur la présentation du projet, il apparaît une réponse industrielle sans évaluation des besoins. Pour l'énergie, on aurait pu faire pareil, le choix s'est porté sur une maîtrise et une réduction des consommations. Un grenelle de l'eau en Languedoc Roussillon?

*Proposé par DEDIES Daniel (AICVF LR), le 12/06/2011 à 11:06:02*

---

### **Evolution historique de l'argumentation d'Aqua Domitia**

Le projet soumis au débat public a une histoire. Il est présenté aujourd'hui sous la forme de la recherche d'un 2e réseau pour sécuriser les systèmes d'eau agricole et d'eau potable, avec un dimensionnement très réduit par rapport au projet initial de vente d'eau à Barcelone. Les deux grands tuyaux qui visaient à rendre tous les services possibles entre Montpellier et Barcelone (19m3/s), tel que l'avaient imaginé les deux anciens présidents de région, Jacques Blanc et Georges Frêche, ont été réduit drastiquement, et nous n'avons plus que 10% du transfert initial pour un coût qui reste très élevé, 140 millions d'Euros pour la conduite principale, le double si on tient compte des équipements de desserte sur un territoire très fractionné.

Ce qu'il faut mettre au débat, c'est la genèse de ce projet et ses échecs successifs. Le retrait de Barcelone est signifiant, il rend presque illusoire la viabilité économique d'un transfert hasardeux au final. Déjà dans la version initiale du projet, on promettait de satisfaire tous les usages, eau potable, eau pour le développement touristique, soutien aux étiages de tous les fleuves languedociens et catalans, extension de l'irrigation... Aujourd'hui, avec 10% du débit initial affecté sur un territoire certes plus plus restreint, mais encore assez vaste, on ne pourra pas satisfaire toutes ces "promesses d'eau" et vraisemblablement, la logique marchande l'emportera.

Il faut donc reprendre en détail les arguments sans cesse répétés du plan Aqua2020, toujours à la base du projet actuel. Le débat public doit démarrer avec des exposés contradictoires sur les éléments justificatifs du projet et sur les manques: par exemple, on parle de déficit de 60 millions de m3 d'eau justifiant une politique d'offre en eau supplémentaire, mais on ne quantifie jamais la ressource globale sur la région et sur les différents bassins. Or l'ensemble des écoulements sur le Languedoc Roussillon représente en année normale quelques 7 ou 8 milliards de mètre cube. La

recherche de sécurité hydrique doit s'inscrire dans chaque bassin et territoire de l'eau, en tenant compte des réservoirs souterrains dans le Kartz, qui constituent un ensemble de ressources encore mal étudiées, mais dont la gestion pourrait répondre aux besoins essentiels. Il faut aussi intégrer les gisements d'économie d'eau par les changements des pratiques de consommation en ville et chercher des alternatives locales, collectives, par exemple en relançant les systèmes d'impluvium sur des zones favorables. Bref, au lieu de concentrer le pouvoir sur l'eau dans la région, il faut favoriser des solutions locales les plus imaginatives. Ce n'est pas seulement une question d'eau, c'est une question de société.

*Proposé par Thierry Ruf (EELV), le 12/06/2011 à 14:23:35*

---

### **Finalité du projet Domitia**

A quoi est destinée cette importation d'eau ?

- consommation des ménages ?
- agriculture ? quelle agriculture ?

Dans tous les cas, évaluer l'existant (disponibilités, besoins, pertes, gaspillages). Démontrer la nécessité de l'importation en fonction des évaluations et des perspectives démontrées comme nécessaires.

Ce n'est qu'après ce travail basé sur un débat participatif avec citoyens, associations concernées, experts (hydrogéologie, environnement, agriculture, viticulture, économie) et politiques qu'une décision pourra être prise.

*Proposé par Mariette Gerber (chercheur INSERM retraitée), le 12/06/2011 à 16:56:53*

---

### **Les autres ressources en eau**

L'historique de ce projet est l'approvisionnement en eau de Barcelone. Dès 1995, le CR du LR a souhaité vendre de l'eau aux catalans. Le projet a été repris après 2004. Puis les catalans ont finalement décliné l'offre. Mais dans les dernières années, pour "faire passer le projet" auprès des populations et surtout des élus, il avait été promis de fournir aussi de l'eau aux territoires traversés. Du coup, quand le projet barcelonais a été abandonné, les territoires étaient demandeurs sans jamais avoir vraiment vérifié les besoins. Par ailleurs, ceci fournissait une grosse activité de travail à BRL géré par le CR et les CG.

Une vraie demande à trouver dans l'étude : quelles sont l'ensemble des ressources actuelles et leurs qualités ? Quels sont les besoins réels (en évitant de surévaluer) ? Est-il vraiment nécessaire de faire ce projet ? Un investissement équivalent réalisé dans les économies d'eau ne permettrait-il pas de satisfaire les besoins en eau "raisonnables", c'est-à-dire sans golf excessif, avec une irrigation strictement limitée pour éviter des stress hydriques ?

Cette confrontation reste à faire. J'espère donc la trouver vraiment approfondie dans le dossier.

*Proposé par ARDITI (ECCLE), le 12/06/2011 à 19:41:42*

---

## **Irrigation ou désert**

L'évolution du climat et la sécheresse estivale de plus en plus longue ont des conséquences dramatiques sur le vignoble Languedocien : diminution importante des rendements et dégradation de la qualité des raisins dus au stress hydrique. L'irrigation maîtrisée par goutte à goutte résout ces problèmes. Elle est la condition de la viabilité des cultures et de la qualité des produits.

Le choix se situe donc entre une irrigation maîtrisée permettant le maintien d'une population agricole nombreuse, de campagnes habitées, d'un territoire vivant et de paysages millénaires et la non irrigation impliquant l'abandon de toute culture, transformant notre territoire en friches dévastées chaque été par des incendies.

*Proposé par Catherine CARRIERE-PRADAL, le 12/06/2011 à 22:59:43*

---

## **L'eau destinée à l'arrosage pour les particuliers**

Avec la possibilité d'utiliser cet apport d'eau supplémentaire, aurons-nous la chance (le droit) d'être exonéré de la taxe d'assainissement sur l'eau consommée pour l'arrosage ?

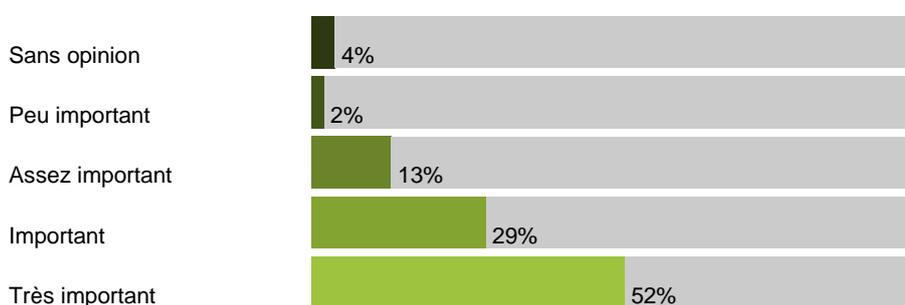
*Proposé par B.BILLET, le 13/06/2011 à 08:46:46*

---

## Annexe 2. Résultats de la notation des thèmes

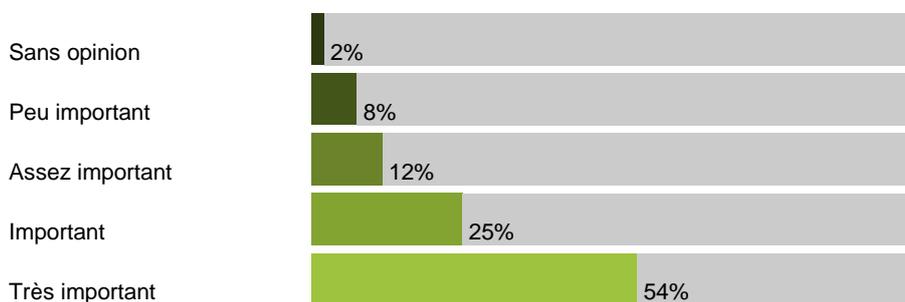
### Les besoins en eau à moyen et long terme

Le projet répond-il à l'évolution des besoins, pour l'alimentation en eau potable et pour l'irrigation des cultures ? Ont-ils été évalués et avec quelles incertitudes ? Dans quelle mesure ces besoins ont-ils été évalués dans le cadre du projet d'acheminement d'eau à Barcelone et de la politique régionale Aqua 2020 ?



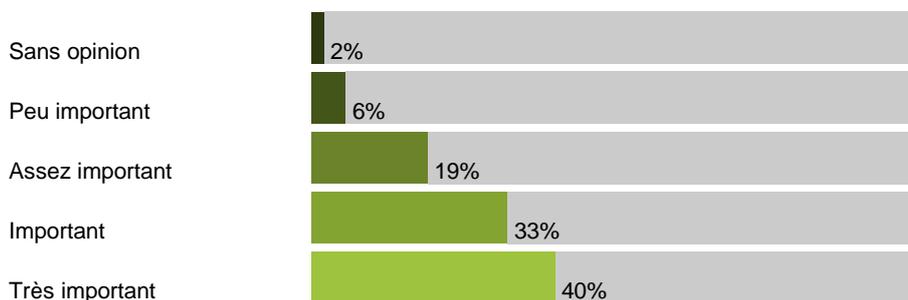
### Répondre aux besoins ou maîtriser la demande

Le projet prend-il en compte les mesures qui visent à réduire la consommation et à réaliser des économies d'eau (équipements hydroéconomiques, récupération des eaux de pluie, etc) ? Ne serait-il pas préférable d'investir dans de telles mesures ? Comment seront arbitrés les besoins entre l'agriculture et les particuliers ? Faut-il répondre à la demande ou la réguler ?



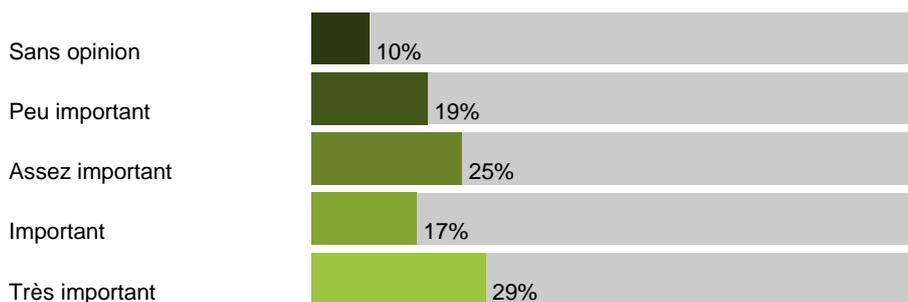
## Qualité de l'eau

L'eau du Rhône est-elle de qualité satisfaisante, au plan sanitaire pour l'alimentation en eau potable et au plan environnemental en cas d'usage pour l'irrigation ? Peut-on le garantir ? Des PCB et métaux lourds y sont-ils par exemple décelés ?



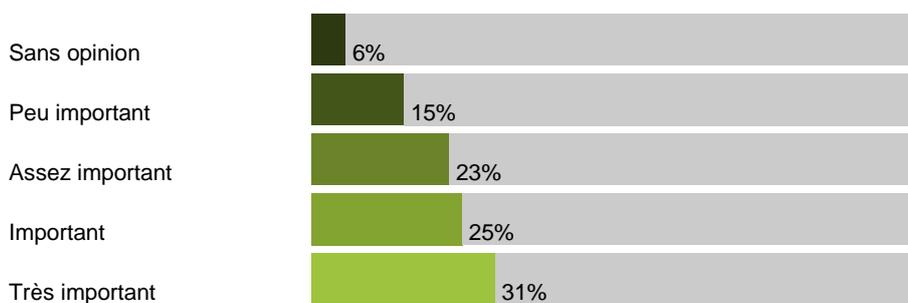
## Autres ressources

Existe-t-il d'autres ressources que l'eau du Rhône qui seraient de meilleure qualité, comme les eaux souterraines ? Toutes les ressources ont-elles été étudiées et comparées ?



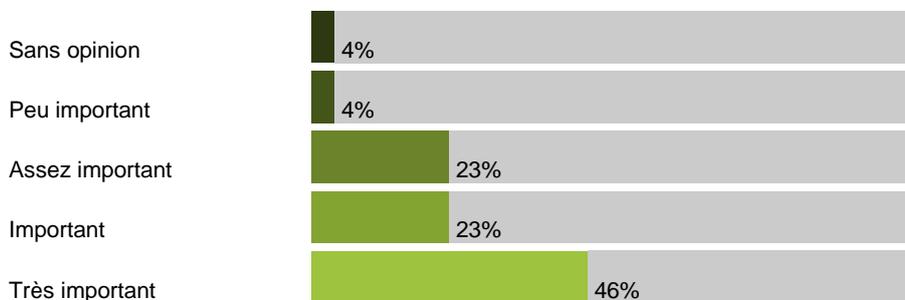
## Changement climatique et impact environnemental

Le projet prend-il en compte les risques d'inondations, ou encore la recrudescence des périodes de sécheresse ? Le débit du Rhône pourrait-il être affecté par le changement climatique ? Si c'est le cas, la pérennité du projet est-elle menacée ? Y-a-t-il des risques de contamination des sols et des nappes phréatiques, notamment en cas d'usage de cette eau à des fins d'irrigation ? A-t-on étudié l'impact du prélèvement sur le Rhône et sa dynamique de dépôts alluviaux ? sur la Camargue ?



## Coût de l'eau, du projet et intérêt pour le contribuable

Le coût de l'eau distribuée par ce réseau sera-t-il suffisamment attractif pour les agriculteurs et les particuliers, au regard des autres ressources (forages, récupération d'eaux de pluie...) ? Quel sera le coût de l'infrastructure, son financement reposera-t-il sur le contribuable ? Le projet aura-t-il un impact sur le coût de l'eau, notamment sur la taxe d'assainissement ? Le projet est-il une étape pour développer d'autres projets plus onéreux, comme celui d'amener de l'eau jusqu'à Barcelone ? Les ouvrages seront-ils gérés de manière publique ou privée, avec quelle implication des citoyens ?



## L'irrigation des cultures et de la vigne

L'irrigation des cultures, en particulier des vignes, est-elle absolument nécessaire pour des cultures méditerranéennes ? A l'inverse, ne s'impose-t-elle pas pour soutenir une filière agricole en difficulté face au changement climatique et à la recrudescence des périodes de sécheresse ? Le projet apporte-t-il de l'eau à un prix adapté aux attentes des différentes filières ?

